



La politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur 3 partant à la retraite de 2007 à 2012 a dégradé fortement les conditions d'exercice de notre métier et la possibilité de réussite des élèves avec près de 30000 postes supprimés dans le premier degré.

La politique d'austérité conduite par le gouvernement actuel implique clairement que les ambitions proclamées en 2012 lors du fameux discours de campagne du Bourget du candidat Hollande pour une refondation de qualité de l'école publique (priorité à l'école primaire) ne sont que de fausses promesses. Il y a l'affichage, la communication du gouvernement et il y a la réalité. De 2012 à 2015, seuls 4131 postes de titulaires ont été créés dans le premier degré. Même si on compte la création des postes de stagiaires, on est bien loin de la promesse de 60000 postes créés à l'horizon 2017. Pour atteindre les 14000 créations prévues lors des promesses de campagne, il faudrait encore créer 10790 postes lors des rentrées 2016 et 2017.

Cette année, le département du Doubs doit rendre 3 postes au ministère, mettre en œuvre les priorités nationales (REP + et REP), améliorer la situation du remplacement dans le département et ouvrir des classes dans les écoles où la moyenne est supérieure à 27 en élémentaire et 30 en maternelle.

Vous proposez donc, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, pour équilibrer votre budget de fermer dès maintenant 25 classes et d'en examiner 31 autres de très près d'ici la rentrée de septembre avec un examen plus précis en juin.

Malgré ce nombre exorbitant de propositions de fermetures, vous ne proposez d'ouvrir que 4 postes de remplaçants, chiffre dérisoire quand on connaît la situation du remplacement dans le département (plus de 2498 journées non remplacées de septembre à février).

Vous n'affichez à ce jour que partiellement le nombre de postes dévolus aux REP+ puisque nous ne trouvons pas dans l'action 5 les 5 postes de remplaçants dédiés à la décharge horaire des enseignants des écoles de Planoise. (même si ce n'est qu'un changement d'étiquette de postes).

Vous n'avez a priori plus les moyens de maintenir l'effort de décharge direction pour les écoles à 9 classes, à l'heure où le ministère parle « chantier métier » sur la direction d'école et reconnaît la charge de travail de plus en plus lourde ainsi que les responsabilités.

Ces documents de travail démontrent de manière évidente que le département du Doubs n'a plus les moyens de faire fonctionner correctement le service public d'éducation. Par le biais de cette déclaration, nous vous interpellons ainsi que la ministre de l'éducation nationale.

27 de moyenne en élémentaire (22 en REP) et 30 en maternelle (25 en REP) : c'est trop !

Les représentants du SNUipp/FSU défendent l'idée que ces seuils ne sont plus acceptables aujourd'hui compte tenu du nombre d'élèves à besoins particuliers dans toutes les écoles, de l'hétérogénéité des classes, des programmes d'enseignement et du manque de personnel RASED. Ils doivent baisser de manière significative : pas plus de 25 de moyenne en élémentaire (20 en REP) et 27 en maternelle (22 en REP) dans un premier temps !

Au-delà de la méthode : absence du DASEN au premier groupe de travail, calendrier contraint, et de la communication (propositions transmises aux Mairies et en copie aux écoles avant l'envoi des documents de travail aux représentants des personnels), il y a bien-sûr le fond.

Le budget de l'éducation nationale, le nombre de créations de postes d'enseignants n'est pas à la hauteur des enjeux. La volonté du gouvernement de repousser la carte scolaire après les **élections** en est une preuve assourdissante.

La priorité à l'école primaire annoncée par les ministres successifs n'est qu'un gigantesque leurre et malgré les annonces tonitruantes sur le rôle important que l'École doit jouer dans la période

actuelle, les moyens ne suivent toujours pas.

Pour la rentrée prochaine, vous allez refuser des demandes de travail à temps partiels parce que nous manquons d'enseignants dans le département du Doubs.

Nous protestons contre cette décision qui va mettre les collègues concernés dans de grandes difficultés.